L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 11 JUILLET 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 11 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale — Deux terrains situés au faubourg Trémé, entre les rues St-Philippe, Ursulines, Galvez et Miro

Par C. E. Girardey, à la Bourse d'encan St. Charles, rue St Charles—Grande vente de terrains améliorés et non dans le Premier, Deuxième, Troisième et Quatrième Districts.

Par S. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale,—Deux propriétés sur la rue de l'Hôpital.

Par Placide J. Spaz, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—Maison, cottage et deux terrains.

Par Reg. Tourné, sur la Levée, au pied de la rue St-Philippe—Vin rouge Larrode supérieur.

ATTENTION !!

☞ Propriété améliorée à l'encan par le Shérif.— Nous appelons l'attention du public sur la vente aux enchères qui aura lieu aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif, de deux terrains avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans le Deuxième District de cette ville, Nos. 874, rue des Ursulines, entre celles Galvez et Miro. Voir aux annonces.

Attention !—Vente à 3 heures, en Tamcat de Bordeaux. Vins rouge supérieur.—par E. Tourné.

☞ La grande vente de propriétés de ville améliorées et vacantes, à des conditions faciles et à long crédit, aura lieu, conformément à l'annonce de C. E. Girardey, encanteur, aujourd'hui à midi, à la Bourse d'encan St. Charles. La liste comprend des résidences de choix dans les premier, second et Quatrième districts et divers lots pour bâtir dans les Premier et Troisième districts, toutes propriétés très dignes de l'attention de nos lecteurs.

La dépréciation des bons de ville.

On ne saurait se faire une idée juste de la corruption morale engendrée ici, dans la paroisse d'Orléans, par la politique du gouvernement radical. Cette politique a corrodé l'esprit public passe qu'elle a agi sur l'esprit public par le moyen le plus actif et le plus infaillible malheureusement, par le moyen de la vénalité, et nous comprenons par ce mot non seulement l'appât des places mais encore l'appât des spéculations de toutes sortes où l'intérêt matériel est engagé. Ainsi l'influence corruptrice de ces scandaleuses émissions de bons, soit pour le compte de l'Etat soit pour le compte de la ville, s'est étendue sur nombre de capitalistes, grands ou petits, qui se sont vus comme forcés, pour tirer parti de leurs ressources et en vivre, de spéculer sur des valeurs véreuses qu'on leur offrait à bon marché.

Tous ces rentiers maintenant sont opposés à la réforme financière parce qu'ils n'ont rien à y gagner et que tout dégrèvement marqué dans l'assiette du régime fiscal nuit directement ou indirectement à la valeur de leurs titres. Nous n'en sommes point surpris, puisque nous l'avions prévu et prédit. Nous n'avons épargné, à ce sujet, ni nos dénonciations, ni nos reproches ; on n'a pas pour nous, et on aurait dû le savoir sans nous, qu'un tel régime financier continuant tous les intérêts à une ruine profonde et certaine.

On tâche de résister aujourd'hui aux effets désastreux que ce régime devait produire et qui a produite ; on veut soutenir jours y puiser des trésors pour les uns au détriment de la fortune des autres, et l'on se montre déterminé à le soutenir contre toute raison de morale et de justice, et même contre toute obligation de logique et de bon sens.

C'est ainsi qu'un de nos confrères, qui avait cependant appuyé comme nous le bill de consolidation pour les dettes de l'Etat, s'élève maintenant contre toute mesure analogue pour la conversion des dettes de la ville. Il soutient qu'elles sont d'une indispensable légalité et que la ville peut en payer l'intérêt puisqu'elle l'a payé jusqu'ici. Oui, elle l'a payé jusqu'ici, mais à quelle prix ? au prix de la ruine des contribuables forcés de payer. Ces contributions ont été sacrifiés quotidiennement pour servir l'intérêt de ces dettes ; quotidiennement, ce service financier contre l'expropriation de plusieurs familles ; quotidiennement il coute plus de désespoir et de larmes que n'en ont jamais coûté la guerre, la peste et la famine réunies.

Quotidiennement aussi baisse la valeur des propriétés assaisies de la paroisse, de telle sorte que si l'on n'avait pas l'imprudence de les maintenir fictivement aux taux d'autrefois et de mentir à la conscience publique, il ne resterait presque plus rien de cet accroissement qui représentait, il y a quinze ans, la fortune immobilière de notre ville.

Maintenant nous demanderons à notre confrère s'il regarde cette dépréciation continue et ce système de reconvrement d'impôts par ventes forcée et expropriation judiciaires comme une preuve de richesse ou comme une preuve de détresse, et s'il a système doit être maintenu pour l'unique bénéfice de gens qui, par le caractère de leurs opérations financières, n'ont aucun droit à la sympathie du peuple.

L'article de journal, qui est consacré à la défense des bons de ville, a dû être écrit ou par un ermuguer ou par quelqu'un intéressé fortement à l'acintance de ce temps, car il fait valoir des arguments qui unissent directement à sa thèse. Ainsi il va jusqu'à dire que les taxes ont été admirablement payées et la preuve de cela, c'est qu'on a reçu au trésor de ville près de $1,800,000 en six semaines. L'auteur de l'article ignore alors ou veut ignorer que le montant de la taxe foncière n'est pas de $1,500,000 mais de $3,800,000 et qu'en six semaines le Trésor en lieu de toute n'a reçu que le tiers environ. L'auteur de l'article ignore ou veut ignorer que le délai pour le paiement de taxes est expiré ; que tous ceux qui pouvaient payer l'ont fait pour éviter les frais, et que les deux autres tiers des taxes de l'année sont entre les mains de l'avocat de ville qui pourrait en ce moment-ci qui ne les obtiendra qu'à l'aide de la saisie et des exécutions dont nous parlons plus haut.

L'avocat de ville devra par ce moyen collecter deux millions, ce qui causera l'expropriation de 2,000 familles à $1,000 par maison, et aura pour résultat un abaissement considérable dans le chiffre de la fortune publique. Mais qu'importe ! dira sans doute, le *Times* dans les colonnes duquel nous avons remarqué l'article en question. On a payé on payera ; les bons avant tout ! Il faut qu'ils soient payés, dit-on et les agioteurs qui les possèdent, restent seuls debout sur les décombres de la ville abandonnée et désertée !

En attendant le *Times* s'étonne de ce que ces bons soient si mal appréciés sur le marché quand ils rendent 14 ou 15 pour cent et quand les certificats d'allocation, qui ne rendent rien, se vendent beaucoup plus, et il en cherche vainement la raison. Nous la lui dirons.

Les bons ont été faits à cinquante ans d'échéance, ce qui veut dire qu'ils ne seront jamais rachetés, et les certificats d'allocation sont, de temps à autre, payés sur le pied du pair toutes les fois qu'il y a un trésor quelques petites sommes disponibles. Les certificats seuls, non payés d'ici au 31 décembre prochain, entreront dans la consolidation ou la capitalisation finale des dettes de la ville. Jusque là, ils vaudront plus que les bons. Mais alors, ils ne vaudront pas davantage ; et certes, le tout vaudra fort peu, à en juger par la manière dont sont traités les plus anciens créanciers de la ville, ceux qui sont généralement considérés comme ayant sur elle des titres légitimes, soit parce que ces titres sont protégés par la légalité, soit parce qu'ils ont été soumis à temps.

Nous voulons parler des bons émis en faveur du chemin de fer de Jackson. Ces bons étaient échus en mai dernier et cependant veut-on les racheter ou les payer ? En offrant à leur place des titres nouveaux à longue échéance et portant un intérêt égal à l'intérêt des bons dont le *Times* se pose comme le défenseur déterminé.

Que notre confrère nous dise maintenant si ce renouvellement forcé de bons n'est pas plutôt une preuve de détresse que de richesse et si la ville ne s'est pas mise en banqueroute vis-à-vis des détenteurs de l'ancienne dette consolidée. Nous tirerons de ce fait une conséquence que l'auteur de l'article incongru de *Times* n'a pas même entrevue, c'est que si la ville prend si peu de souci pour ses premiers créanciers, pour ceux contre lesquels on n'a jamais invoqué l'argument d'illégalité, elle en prendra bien moins encore pour les créanciers qui ont une date radicale et dont les titres n'ont jamais été reconnus par le peuple comme légaux et comme honnêtes. Une première bona de chemin de fer il reste la ligne des Opelousas et celle de Jackson que le gouvernement radical a vendues pour un morceau de pain, et le tout s'élevait à quatre millions. Mais que reste-t-il des 15 millions ajoutés par le gouvernement radical à la dette de la ville ? Rien. Donc ces 15 millions ont été émis, au moins en grande partie, d'une manière frauduleuse et dans l'intérêt de combinaisons perverses où la ville a été trompée. Donc elle ne les doit pas.

Nous avons déjà répondu à l'argument tiré d'un arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis, à l'occasion d'une petite bourgarde du Wisconsin qui voulait répudier une dette contractée pour un intérêt absorbant toute sa fortune municipale. C'était une dette extravagante mais légale. Le Wisconsin n'est pas gouverné par des nègres mais par des blancs, tous citoyens actifs, responsables et libres. Le Wisconsin n'a pas été reconstruit et livré à un gouvernement d'esclaves émancipés et ignorants. Le Wisconsin a fait et a pu faire ce qu'il a voulu ; les dettes de ses municipalités sont légales si elles ne sont pas frauduleuses. La dette de la Nouvelle-Orléans a une autre origine ; elle est illégale parceque la Nouvelle-Orléans n'avait pas de représentation municipale ou législative, et elle est frauduleuse parce qu'en très grande partie elle n'a pas été contractée dans l'intérêt de la ville. Voilà pourquoi elle doit être réduite, et voilà la cause de la dépréciation que le *Times* ne peut s'expliquer convenablement.

POUR BILOXI.—On verra dans nos annonces qu'on peut faire une excursion le dimanche à Biloxi d'une manière fort économique. Pour trois piastres et 25 cents on aura le plaisir d'aller dans cette charmante ville d'eau, d'y dîner à l'hôtel de Shady Grove, si bien tenu par M. Urbain Rambeau, et d'en revenir sans débourser rien de plus. On dépenserait tout autant en restant chez soi. Voyez l'annonce.

Aujourd'hui, samedi,
Le grand tirage
De la Loterie de la Louisiane.
Aujourd'hui, samedi,
Le grand tirage
De la Loterie de la Louisiane.
Aujourd'hui, samedi,
Le grand tirage
De la Loterie de la Louisiane.
Achetez vite votre coupon.

FINALEMENT ET POUR CONCLURE.—Le dernier concert-loterie pour la Bibliothèque Publique de Kentucky, va avoir lieu. La dernière chance de faire fortune avec presque rien sera offert dans quelques jours. Ainsi pensent des centaines et des milliers de gens qui achètent dans toutes les parties du monde des billets pour cette loterie et ces gens là ont raison. C'est la dernière chance et ils veulent en profiter. Lisez l'annonce et voyez si on n'a pas quelque chose de glorieux.

Un père de famille, parlant et écrivant le français et l'anglais, pouvant fournir d'excellentes recommandations, demande une place de commis ou de copiste. S'adresser aux bureaux de l'*Abeille*.

☞ Pour empêcher la chûte des cheveux, employez le "Vegetable Sicilian Hair Renewer" de Hall.

PRET A ETRE EN LICE.—Le comte de Paris était resté bien cinq depuis sa visite au comte de Chambord. Ce dernier ayant brulé ses vaisseaux sans espoir de retour, l'héritier présomptif songe à rentrer en lice et commence à faire parler de lui.

Le *Journal de Paris* annonce que la prochaine livraison de la *Revue des Deux-Mondes* contiendra un article de M. le comte de Paris.

—D'après le *Constitutionnel*, on colporte dans les couloirs sur la Chambre un journal qui raconte en ces termes le dialogue qui s'est engagé ces jours derniers entre M. le comte de Paris et un personnage politique, M. de R.....

Le comte.—Aujourd'hui la masse se montre républicaine et nous réalisons. Pour ma part, j'en suis fâché, je ne serais facilement accomodé de la République bien établie.

De R.....—Vous auriez dû dire cela tout haut, Monseigneur.

Le comte.—Je ne suis pas seul, Monsieur, notre famille est nombreuse.

De R.....—Et elle est unie maintenant.

Le comte.—Vous faites allusion à la démarche que j'ai faite auprès du comte de Chambord. Cette démarche, " je la regrette amèrement aujourd'hui, " elle était toute de convenance ; j'ai été poussé à la faire, et si c'était à recommencer, je ne le ferais absolument.

De R.....—Ces choses-là ne peuvent pas s'écrire !

Le comte.—Non, mais elles se sentent, on le comprendra bientôt par mon attitude et par mes conseils. Ainsi, dans la discussion relative au suffrage universel, je suis d'un avis opposé à celui de d'Audiffret ; il deviendrait moins facilement que moi le citoyen d'une bonne République.

De R.....—Nous vivons à une époque où on ne croit pas facilement les princes.

Le comte.—Il y a longtemps cependant que je suis dans les mêmes idées. Vous me direz d'écrire, j'écrirai.

Est-ce vrai ? Est-ce faux ? Dans tous les cas, c'est curieux.

LA COMMISSION DES TRENTE.—Nous lisons dans la *Patrie* :

Nous pouvons assurer qu'il est sérieusement question, dans la commission des Trente, de confier le rapport sur les différents projets de Constitution à M. de Ventavon, dont l'attitude a été à la fois conciliante et ferme a produit le meilleur effet. On sait que M. de Ventavon appartient au parti légitimiste, qu'il joint chez ses collègues d'une grande influence, dans particulièrement à la droiture de son caractère, à des connaissances profondes unies à une modestie peu commune.

On espérait, par ce choix, rallier la droite modérée à l'organisation du septennat sans épithète, qui paraît devoir être le *desideratum* de la commission.

Au moment où tous les regards sont tournés vers la commission des Trente, nous croyons intéressant d'en donner la composition nouvelle depuis le remplacement de MM. Grivart, de Cumont et Tailhand.

D'abord les sept membres qui ont voté pour la proposition Casimir Périer : MM. Césanne, Dufaure, de Goulard, Lacombe, Lefèvre-Pontalis (Amédée), Vachelot, Waddington.

Puis les cinq qui ont voté contre : MM. Audren de Kerdrel, Batbie, Brunet, Chesnelong, Combier, Daru, Delsol, Kolb-Bernard, de Lacombe, de La Rochefoucauld-Bisaccia, de Meaux, Marvaillaux-Duvigneau, Paris, Pradié, de Rességuier de Miremont, Talon, de Tartaron, de Talhouët, Venavon et Wingtain.

Enfin M. d'Andelarre absent par congé, n'a pas pris part au vote, et M. Lambert de Sainte-Croix s'est abstenu.

LES CANDIDATURES A L'ASSEMBLEE EN FRANCE.—Nous lisons dans la *Patrie* :

Voici maintenant quelques renseignements complémentaires sur les prochaines élections :

Les impérialistes ont fait leur choix presque partout. Ils portent, dans le Nord, M. Pinard, ancien ministre de l'Empire ; dans le Calvados, M. Lepreveret de Lauray, ancien préfet ; dans la Drôme, M. Lacroix Saint Pierre, ancien député ; dans le Rhône, M. Henri Chevreau, ancien ministre ; dans Maine-et-Loire, M. Bourlon de Rouvre, ancien préfet ; dans les Alpes-Maritimes, M. Malausena, ex-maire de Nice, et M. Roubaud, avocat ; dans l'Oise, M. Lucien Chevreau, ancien préfet ; dans Seine-et-Oise, M. le duc de Padoue ; dans le Pas-de-Calais, M. le marquis d'Havrincourt, ancien député et ancien aide de camp.

Ce dernier département offre ce fait curieux que les républicains ont les plus grandes chances de succès en trouver un candidat, les hommes les plus considérables du parti. MM. Langlet et Degorce, ayant été battus déjà par MM. Lovert et Lagrange, ne paraissent pas de compromettre leur situation par un nouvel échec.

Comme candidats royalistes, contre M. de Chambon en Seine-et-Oise, on signale le docteur Bonnet, maire de Valence, dans la Drôme, M. Bélion de Barrême à Nice.

Le Troppel aurait renoncé à toute candidature en Maine-et-Loire.

CONSULAT DE FRANCE.—Monsieur le vicomte d'Abzac est arrivé à la Nouvelle-Orléans depuis quelques jours.

Nous lui avons le service du consulat de France et est parti pour l'Europe. Nous regrettons profondément que M. d'Abzac ait souffrant de suites d'un accident ; nous espérons qu'il aura bientôt recouvré sa santé.

Tous les cœurs palpitent
D'espérance et de joie,
Car c'est aujourd'hui le tirage
De la Loterie de la Louisiane.
Tous les cœurs palpitent
D'espérance et de joie,
Car c'est aujourd'hui le tirage
De la Loterie de la Louisiane.
Tous les cœurs palpitent
D'espérance et de joie.

MEUBLES.—Vous parlez de meubles à bon marché ; mais le prix que vous me dites avoir payés ne sont pas l'aubaine qui est extrême. Nous empêchons un encan où ils se vendent environ à deux prix plus avantageux pour l'acheteur. Allez chez Jos. Richard, au coin des rues Romparts et Dauphin, et là vous trouverez tout ce que vous pouvez désirer en fait de meubles actifs et élégants à des conditions de prix qui vous surprendront. Vous aurez beaucoup de choses pour peu d'argent.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Club Démocratique de Carrollton.

Les démocrates de Carrollton—formant le 18ème et le 19ème ward de la paroisse d'Orléans, depuis l'annexion — se sont réunis avant hier soir dans le but de s'organiser pour la campagne électorale prochaine.

Les officiers suivants ont été nommés : Président, N. Commandeur, vice-président, J. P. Trépagnier, secrétaires, E. G. Lentz et Arthur J. Roman.

M. Commandeur, en quelques paroles bien senties, a fait comprendre ce qu'il était urgent de réunir tous les éléments épars de la démocratie, afin d'obtenir le succès.

M. Roman a présenté la résolution suivante qui a été adoptée à l'unanimité :

Résolu, que chaque citoyen désirant de faire partie de ce club, soit requis d'apposer sa signature au livre des membres, d'engager ainsi à donner sans réserve son appui aux candidats choisis par le parti démocratique.

Ligue Blanche du Sixième Ward.

Il y a eu, hier soir, un meeting très enthousiaste des membres de la ligue blanche du sixième ward et il a été question d'effectuer une organisation militaire de protection.

Le général DeClouet, le patriote de St-Martin, n'a pas manqué d'applaudir à l'initiative comme on l'espérait.

Les Ligue Blanche du Septième Ward.

A une réunion des membres de la Ligue Blanche du septième ward, après quelques débats et la nomination d'un comité de finance, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité, avec prière de les publier dans le *Bulletin* et dans l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans :

Attendu, que tous les efforts que nous avons tentés pour nous installer les bases de notre libération sont restés sans résultat.

Attendu, qu'il est répondu à toutes nos avances en se déclarant ouvertement nos ennemis et en s'organisant sous des prétextes notoirement controuvés, afin de consolider le peuple de l'Etat à la spoliation et à la honte.

Résolu, que contraints par la nécessité, désirant protéger nos familles contre la violence et l'outrage et les préserver de l'infamie, et jugeant inutile de tenter de nouveaux efforts pour atteindre que si l'union politique avec les nègres sur une base de droits communs, nous croyons devoir nous unir pour maintenir les libertés et les privilèges des citoyens blancs tels qu'ils nous ont été transmis par nos ancêtres.

Résolu, que collectivement et individuellement, nous défendons nos droits acquis le mieux que nous pourrons ; et, surtout en ne voulant, en aucune façon, aliéner les droits constitutionnels garantis à la race noire, nous sommes décidés à faire tout ce qui sera en notre pouvoir pour rétablir un gouvernement d'hommes blancs dans notre ville, dans l'Etat et dans toute la nation.

Résolu, que nous ratifions et que nous endossons l'adresse du comité central démocratique et que nous procéderons part à l'élection des délégués à la convention d'Etat convoquée pour le quatrième lundi du mois d'août prochain.

Trouble dans le camp radical.

Les radicaux nègres et blancs ne sont pas aussi unis qu'on veut bien le dire, mais ils ont la prudence de laver leur linge sale en famille, de sorte qu'il est difficile de savoir ce qui se passe dans leurs clubs.

Nous avons déjà annoncé la dissolution qu'allait, nous disait-on, être décidée par le comité central. Ce fait, on a pu le constater, n'était que trop réel. Les ambitieux africains se querellent maintenant entre eux pour les places.

Il y a eu, dans le quatrième ward seulement il y a déjà plusieurs douzaines de candidats rivaux, et les autres wards doivent être aussi bien partagés.

Nous ne pouvons nous empêcher de sourire en pensant combien les noirs ont suivi fidèlement l'exemple de leurs maîtres, les candidats foisonnent. Ceux-ci sont établis au moins distancés, et ceux-là, simples citoyens, encore aspirent à jouer un rôle plus actif et à devenir acteurs à leur tour.

La rapacité des aventuriers blancs a perdu la Louisiane, mais l'ambition des nègres ignorants pourrait bien la sauver.

Toutes ces querelles doivent fatalement diviser le parti radical, car s'il y a autant de candidats que de votants, il est clair que chacun d'eux n'aura que sa propre voix et pas davantage.

Si le club radical du quatrième ward est un échantillon des clubs de tous les autres wards, nous pouvons prédire avec certitude qu'il y aura un mouvement en ville et que les candidats nègres, dont les sont très étalent anthropophages, finiront par s'entre dévorer avant le mois de novembre prochain.

Un comité de juridiction.

Le juge Atocha de la Cour Criminelle Supérieure vient de rendre un arrêt important, en ce sens qu'il détermine un conflit de juridiction entre la Cour du neuvième district, présidée par le juge Sauclet, et la Cour Criminelle, créée par la législature de Kellogg.

M. Atocha a rendu le jugement de la sixième Cour dans l'affaire de Riquelmy, qui avait été arrêté par ordre du juge Sauclet, accusé de vendre des billets de loterie de la Havane, et mis en liberté par une application pour un mandat d'habeas corpus devant la Cour du juge Sauclet.

Cette grave question de juridiction devra être décidée par la Cour Suprême, devant laquelle on fera appel en dernier ressort.

Ce procès intéresse beaucoup les membres du barreau, car il est sans précédent.

Les Voleurs.

Hier matin, vers une heure, des voleurs ont essayé de forcer la porte de la résidence de M. E. Bonnecaze, rue Condé, ligne entre Camp et Magazine.

Un voisin s'est réveillé, et comptant à la rencontre des fripons leur a tiré plusieurs coups de pistolet, ce qui les a mis en fuite.

Les régates du 1er Fourteenth.

Malgré le temps menaçant et malgré une pluie fine et serrée, les galants canotiers du club St-Jean, désappointés deux fois déjà par des orages subits, ont décidé que cette fois, —vorgue Jupiter Pluvius lui-même, — il n'attendraient plus longtemps, quitte à braver les éléments déchaînés.

Notre belle jeunesse dorée, qui s'est portée partout et en qui l'on peut avoir confiance en cas de danger, a bravé les éléments et a fait preuve pour les hommes en présence de sérieuses qualités nautiques, qui, facilement accomodé de la République bien établie.

De R.....—Vous auriez dû dire cela tout haut, Monseigneur.

Le comte.—Je ne suis pas seul, Monsieur, notre famille est nombreuse.

De R.....—Et elle est unie maintenant.

Le comte.—Vous faites allusion à la démarche que j'ai faite auprès du comte de Chambord. Cette démarche, " je la regrette amèrement aujourd'hui, " elle était toute de convenance ; j'ai été poussé à la faire, et si c'était à recommencer, je ne le ferais absolument.

De R.....—Ces choses-là ne peuvent pas s'écrire !

Le comte.—Non, mais elles se sentent, on le comprendra bientôt par mon attitude et par mes conseils. Ainsi, dans la discussion relative au suffrage universel, je suis d'un avis opposé à celui de d'Audiffret ; il deviendrait moins facilement que moi le citoyen d'une bonne République.

De R.....—Nous vivons à une époque où on ne croit pas facilement les princes.

Le comte.—Il y a longtemps cependant que je suis dans les mêmes idées. Vous me direz d'écrire, j'écrirai.

Est-ce vrai ? Est-ce faux ? Dans tous les cas, c'est curieux.

LA COMMISSION DES TRENTE.—Nous lisons dans la *Patrie* :

Nous pouvons assurer qu'il est sérieusement question, dans la commission des Trente, de confier le rapport sur les différents projets de Constitution à M. de Ventavon, dont l'attitude a été à la fois conciliante et ferme a produit le meilleur effet. On sait que M. de Ventavon appartient au parti légitimiste, qu'il joint chez ses collègues d'une grande influence, dans particulièrement à la droiture de son caractère, à des connaissances profondes unies à une modestie peu commune.

On espérait, par ce choix, rallier la droite modérée à l'organisation du septennat sans épithète, qui paraît devoir être le *desideratum* de la commission.

Au moment où tous les regards sont tournés vers la commission des Trente, nous croyons intéressant d'en donner la composition nouvelle depuis le remplacement de MM. Grivart, de Cumont et Tailhand.

D'abord les sept membres qui ont voté pour la proposition Casimir Périer : MM. Césanne, Dufaure, de Goulard, Lacombe, Lefèvre-Pontalis (Amédée), Vachelot, Waddington.

Puis les cinq qui ont voté contre : MM. Audren de Kerdrel, Batbie, Brunet, Chesnelong, Combier, Daru, Delsol, Kolb-Bernard, de Lacombe, de La Rochefoucauld-Bisaccia, de Meaux, Marvaillaux-Duvigneau, Paris, Pradié, de Rességuier de Miremont, Talon, de Tartaron, de Talhouët, Venavon et Wingtain.

Enfin M. d'Andelarre absent par congé, n'a pas pris part au vote, et M. Lambert de Sainte-Croix s'est abstenu.

LES CANDIDATURES A L'ASSEMBLEE EN FRANCE.—Nous lisons dans la *Patrie* :

Voici maintenant quelques renseignements complémentaires sur les prochaines élections :

Les impérialistes ont fait leur choix presque partout. Ils portent, dans le Nord, M. Pinard, ancien ministre de l'Empire ; dans le Calvados, M. Lepreveret de Lauray, ancien préfet ; dans la Drôme, M. Lacroix Saint Pierre, ancien député ; dans le Rhône, M. Henri Chevreau, ancien ministre ; dans Maine-et-Loire, M. Bourlon de Rouvre, ancien préfet ; dans les Alpes-Maritimes, M. Malausena, ex-maire de Nice, et M. Roubaud, avocat ; dans l'Oise, M. Lucien Chevreau, ancien préfet ; dans Seine-et-Oise, M. le duc de Padoue ; dans le Pas-de-Calais, M. le marquis d'Havrincourt, ancien député et ancien aide de camp.

Ce dernier département offre ce fait curieux que les républicains ont les plus grandes chances de succès en trouver un candidat, les hommes les plus considérables du parti. MM. Langlet et Degorce, ayant été battus déjà par MM. Lovert et Lagrange, ne paraissent pas de compromettre leur situation par un nouvel échec.

Comme candidats royalistes, contre M. de Chambon en Seine-et-Oise, on signale le docteur Bonnet, maire de Valence, dans la Drôme, M. Bélion de Barrême à Nice.

Le Troppel aurait renoncé à toute candidature en Maine-et-Loire.

Pour la seconde joute, on a mis en présence deux bateaux à quatre rames, la "Tamer," montée par les messieurs G. Tilley, E. Emmet, E. B. Hamilton, G. Monroyne et Ad. Robbio, et le "Abby" par MM. Abby, Ed. Brown, C. Brown, Thos. Brown, Jr., Geo. Brown et Ben. Brown.

C'est le dernier qui est arrivé le premier, comme pour le roman des chevaux. Les juges étaient placés par le magnifique steamboat par Miss Abby, mais ils ont trop tard pour que les juges puissent décider quels étaient les vainqueurs.

La distance à parcourir était de trois milles, aller et retour, en quatre tournants. Les deux bateaux partirent ensemble à 6h 30 et l'on n'a pas pu les distinguer. La course a donc été serrée.

Les deux bateaux, à quatre rames, "Eclipse" et le "C. Bienvenu," étaient inscrits pour la première course. Ce dernier, par M. Dunbar, T. E. Richardson, Charles Vautier, et par monsieur Henry Dendgre, Jules Girard, Paul Bernard, John Hayden et L. Carvo.

Nos remerciements les plus chaleureux sont dûs aux membres du club pour les attentions dont ils ont bien voulu nous entourer.

—Picco-Nigro.

Nous sommes invités par la fanfare des Amateurs de Lafayette d'aller à Pendergast à un pique-nique qui aura lieu demain samedi par Oakland.

Nous prions les amateurs d'accepter nos remerciements.

TEMPERATURE.— 10 juillet 1874.

Thermomètre de C. DURAND, opticien.

Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	26
12 M.	26
3 P. M.	26
6 P. M.	26

Hâtez-vous, retardataires,
Tous les bureaux sont ouverts,
Allez acheter vos billets
Pour le tirage d'aujourd'hui.
Hâtez-vous, retardataires,
Tous les bureaux sont ouverts,
Allez acheter vos billets
Pour le tirage d'aujourd'hui.
Quel bonheur si vous gagnez
Un des trois lots de $10,000 !

L'OURAGAN DE LYON.

Ce matin, dit la *France* du 24 juin, les journaux de Lyon nous apportent des détails sur l'effroyable ouragan qui nous avons déjà signalé hier sur Genève.

Un temps magnifique favorisait les courses de dimanche dernier, tout Lyon s'était donné rendez-vous dans les marronniers environnant la ville. Affluence considérable assistant au steeple-chase.

Vers quatre heures et demie, un moment on fut saisi par quelque chose d'insolite, et ainsi s'assombrit par degrés ; personne n'y fit attention, et quand on reconnut le danger, il était trop tard.

Chacun prenait alors à chercher un abri. Les quelques maisons voisines furent bientôt envahies et remplies. Tout à coup l'orage éclata, effrayant, terrible. Un vent impétueux, irrésistible, renversa de jeter à terre les tribunes, qui ont entraîné les spectateurs ; une pluie torrentielle tombe à flots pressés.

Bientôt nous n'eut plus à grêle. Ce qui se passa alors est indescriptible, c'est un pêle-mêle, un tohu-bohu dont rien ne saurait donner une idée.

Chacun, se mettant frapper par des grêlons dont quelques-uns sont presque aussi gros que le poing, cherche à s'abriter ; on s'entasse dans les tribunes ; on se bouscule ; on s'étouffe.

Les chevaux, affolés, parviennent à s'échapper ; les jockeys et les gardiens de la paix ont beaucoup de peine à les arrêter. Deux chevaux, amenés à une voiture, s'emportent et courent dans l'encein ; le cocher se précipite à leur tête pour les arrêter ; il tombe, et les chevaux semblent piétiner sur son corps.

Ce qui se passa alors est impossible à décrire ; on fuyait, sous les arbres pour échapper aux coups de ces projectiles qui consistaient en des grêlons gros comme des pommes de pin ; mais en n'était à l'abri : l'eau envahissait en même temps les lieux, qui, bientôt, ressemblaient à de véritables étangs. Il était paraître que l'orage, qui a duré, elle était pavée de grêlons fondus et de feuilles et glissait.

A Lyon, les dégâts ont été considérables ; le sol a été vitres cassées se chiffre par dizaines de mille francs.

Les horticulteurs *Mouches* ont été informés leur serre.

Le couvent qui se construit sur la place Morel a eu sa toiture pulvérisée et il a été en partie inondé.

Le canal de la montée Bourgchanin a été percé en deux endroits ; au pied de la descente, où la pression de l'eau a soulevé entièrement le bitume ; et aux escaliers la cause physique a produit une cascade selon circulaire d'environ un mètre de circonférence.

Le passage des Terreaux, le passage de l'Argue, le passage de l'Hôtel-Dieu ne présentent qu'un immense amas de vitres.

Le marché des Cordeliers est aux trois quarts dévasté.

Les gares de Perrache, de la Croix-Rousse et de Vaise ont été très endommagées, ainsi que la rotonde et le palais de Lazarre.

A la Croix-Rousse surtout, les dégâts sont considérables.

Dans les maisons beaucoup de vitres ont été brisées.

L'ouragan, en même temps qu'il se déchaînait sur Lyon, s'étendait au loin dans la direction est, sur un parcours de plus de huit kilomètres.

Dans toute cette contrée, on est très inquiet sur le sort de la vigne et du blé.

DEGATS CAUSES PAR LA GRELOTTE EN FRANCE.—Nous lisons dans la *Patrie* du 25 juin :

Les départements de la Gironde, de la Dordogne et de la Vienne ont eu cruellement à souffrir d'un violent orage qui a éclaté, samedi dernier, sur toute cette contrée.

Dans la Vienne principalement, les dégâts causés par la grêle ont été très graves, et plusieurs communes ont été complétement dévastées.

D'après les renseignements qui nous viennent du Bordelais, il paraît malheureusement certain que la vigne et les récoltes sur pied sont gravement compromises, et les dégâts très importants.

Dans le Périgord, la population est dans la consternation. Les pertes sont réellement indescriptibles. Des grêlons de la grosseur d'un œuf de pigeon sont tombés avec une violence extraordinaire.

Comme nous l'avons dit hier, l'orage est allé éclater dimanche dans la Rhône. A Lyon, les rues sont jonchées de vitres brisées. Le préfet du département a envoyé une somme de 1,000 francs.

Dans l'Isère, les ravages n'ont pas été moins épouvantables.

Dans la Savoie, on n'est pas encore à une pluie torrentielle, mêlée de violents coups de tonnerre.

—Les deux sont extrêmement rares parmi les musulmans ; mais de tels cas peuvent se rencontrer sur le point d'avoir lieu à Constantinople, entre Médecins Dandolini et Gaillardi, tous deux chrétiens et beaux-frères du sieur Shemsi, qui, comme on sait, a été tué à coups de sabre au Sultan. Bien des raisons contribuaient à rendre ce duel impossible, entre autres le corps de Shemsi, major dans le corps des Salah-Khondjars, en garnison à Scutari de Roumélie. Mais des motifs d'inimitié de part et d'autre ; mais ce qui est certain, c'est que le Dr Gaillardi a envoyé à Abdul-Bey une provocation par témoins. Abdul-Bey l'accepta et choisit des armes, mais exigeant que le combat soit mortel et qu'il eût lieu à Scutari. Abdul-Bey connaît bien et désigné deux de ses amis pour s'entendre avec les témoins de Dandoloff.

—On lit dans le *Saint Public* de Lyon qu'une bolide très remarquable a été aperçu un samedi soir, à neuf heures moins cinq minutes traversait le ciel de l'ouest à l'est à environ trente degrés d'élévation au-dessus de l'horizon sud.

Ce météore était d'une lumière extrêmement brillante, laissant une traînée lumineuse très dense, qui l'accompagnait dans sa course, sur une longueur d'environ deux degrés, puis resta longtemps visible.

Sa couleur verte très prononcée, la traînée lumineuse passait par une série de perturbations de teintes, jusqu'au jaune rouge au bout de la traînée.

Le bolide a commencé à paraître un peu au-dessus de la lune, qui s'approchait de son méridien de son coucher, puis a disparu au sud, en émettant des gerbes d'étincelles rouges une vingtaine de secondes.

—C'est un autre événement la statistique a établi d'un malade par un spectacle violent de joie ou de douleur. Un journal anglais d'Amérique de fatal de condamnation, de tableau pathétique, de sévère bulletin, n'a été suivi que de quelques accidents sérieux. Ainsi, on a vu, dans un théâtre, un acteur, surpris par la nouvelle, tomber mort, foudroyé par une attaque d'apoplexie, les députés, les ministres et les "Honnêtes Ministres" de Hongrie n'ont pas, que nous sachions, succombé à une attaque provoquée par quelque émotion violente. Les journaux américains constatent également que la mort subite, quelque soudaine qu'elle soit, ne cause pas de douleur. Un agonisant qui paraissait sur le point de mourir, et qui, ranimé par un verre d'eau, s'écria : "Je suis mort, je ne souffre plus !" Il n'a pas souffert, en effet, il n'a pas eu le temps de souffrir.

Un écrivain américain, qui a été témoin de plusieurs exécutions capitales, a remarqué que les patients ne paraissaient pas souffrir. Ils ne font pas un mouvement, ne poussent pas un cri, ne font pas un geste. Ils semblent plongés dans un profond sommeil. Ils ne souffrent pas, ils ne pensent pas, ils ne sentent pas.

Un médecin français